

LES AMPHIS DE L' **AFTi**

VOTACCESS : Trois ans de mise en œuvre !

Mercredi 18 juin 2014

En partenariat avec :



Introduction

Marcel Roncin

Président
AFTI

9h30 : Introduction

Marcel Roncin, Président, **AFTI**

9h35 : Révision de la Directive droits des actionnaires : Quels objectifs ?

Vincent Perrotin, Adjoint au Chef de Bureau Finent 3 – Stabilité financière, comptabilité et gouvernance d'entreprises, **Direction Générale du Trésor**

10h10 : Le déploiement de VOTACCESS

Véronique Boizard, Responsable Marketing Produits et Services, **SLIB**

10h30 : Table ronde animée par Christian Schricke, Délégué Général, **ANSA**

Emetteurs, investisseurs et intermédiaires / VOTACCESS : quels enjeux, quelles perspectives ?

Participants :

Aldo Sicurani, Délégué Général, **Fédération des Investisseurs Individuels et des Clubs d'investissement - F2iC**

Jean-Marie Rossini, Responsable de la relation avec les actionnaires, Direction Financière, **Total**

Romain Boizette, Responsable Projets Corporate Service actionnaires, **Air Liquide**

Sandra Buthod Garçon, Responsable Ventes et Relations Clientèle Corporate, **BNP PARIBAS Securities Services**

Corinne Brand, Responsable Marketing et Produits, **CACEIS Corporate Trust**

Richard Roger, Directeur du Segment Corporates, **Société Générale Securities Services**

12h00 : Le vote pré-assemblée générale en Europe

Emmanuel de Cursay, Président, **Cursay Consulting**

12h15 : Fin de l'amphi

Révision de la Directive droits des actionnaires : Quels objectifs ?

Vincent Perrotin

Adjoint au Chef de Bureau Finent 3
Stabilité financière, comptabilité
et gouvernance d'entreprises

Direction Générale du Trésor

Révision de la Directive « droits des actionnaires » : Quels objectifs ?

Plan d'intervention

- 1. Une proposition de directive issue d'un long processus de réflexion et de consultation
- 2. Objectifs généraux de la directive « droits des actionnaires »
- 3. Principales mesures de la directive
- 4. Prochaines étapes de la négociation

La Direction Générale du Trésor

- **Direction d'administration centrale** placée sous la double autorité du Ministre des Finances et des Comptes Publics et du Ministre de l'Economie, du Redressement Productif et du Numérique
- **700 agents à Bercy**, 700 dans le réseau international des services économiques, 100 en régions
- **Principales missions :**
 - Prévisions économiques;
 - Conseil sur les politiques économiques et les politiques publiques ;
 - Régulation du financement de l'économie et des entreprises;
 - Négociations internationales financières et commerciales;
 - Soutien à l'export;
 - Gestion de la trésorerie et de la dette de l'Etat (AFT)

Le bureau "Stabilité financière, comptabilité et gouvernance d'entreprise"

- **Une structure récente au sein de la DG Trésor**, en lien avec la montée des enjeux liés à la comptabilité, l'audit et la gouvernance
- Suivi de l'agenda post-crise de régulation financière du G20 (travaux du Conseil de stabilité financière)
- Réglementation comptable et audit
- Gouvernance d'entreprise et droit des sociétés :
 - Dialogue étroit avec l'AFEP et le Medef sur la **mise au point du nouveau code de gouvernance en 2013**;
 - **Négociation de la directive européenne sur le *reporting* extra-financier** et participation aux travaux de la plateforme RSE
 - **Négociation de la nouvelle directive droit des actionnaires**;
 - Participation aux négociations européennes sur la SUP (*Societas Unius Personae*)

1. Une proposition de directive issue d'un long processus de réflexion et de consultation

- Livre vert sur le cadre de gouvernance d'entreprise dans l'UE (2011)
- Consultations sur le droit des valeurs mobilières
- Plan d'action « droit européen des sociétés et gouvernance d'entreprise » (décembre 2012)
- Livre vert sur le financement de long terme de l'économie européenne (mars 2013)
- Publication de la proposition de révision de la directive « droits des actionnaires » (9 avril 2014)

2. Objectifs généraux de la directive « droits des actionnaires »

- **Renforcer la transparence** tout au long de la chaîne de gouvernance d'entreprise (dirigeants, actionnaires, agences de conseil en vote etc.)
- **Inciter les actionnaires à exercer leur rôle de manière plus active** afin de favoriser des politiques axées davantage sur le long terme
- **Faciliter l'exercice par les actionnaires de leurs droits**, en particulier dans un contexte transfrontalier
- **Renforcer le contrôle des actionnaires en matière de rémunération** des dirigeants d'entreprise et le lien entre rémunération et performance

3. Principales mesures de la directive (1)

- **Renforcement de la transparence sur l'implication des investisseurs institutionnels et des gestionnaires d'actifs :**
 - Publication annuelle d'une politique d'engagement (y compris la politique de vote)
 - Publication annuelle de la stratégie d'investissement des investisseurs institutionnels et des principaux éléments des mandats donnés aux gestionnaires d'actifs
 - *Reporting* semestriel des gestionnaires d'actifs aux investisseurs institutionnels sur la mise en œuvre des mandats
- **Renforcement de la transparence sur l'activité des agences de conseil en vote:**
 - Publication annuelle d'informations sur les modalités d'élaboration des politiques et des recommandations de vote des agences (y compris sur les méthodologies utilisées et les dialogues noués avec les entreprises)
 - *Reporting* aux clients des conflits d'intérêts réels ou potentiels

3. Principales mesures de la directive (2)

- **Renforcement du contrôle des actionnaires sur la rémunération des dirigeants :**
 - Transparence accrue sur la politique de rémunération des dirigeants (notamment les critères de performance financière et non-financière) et les rémunérations effectivement versées aux dirigeants (notamment leur évolution par rapport à la rémunération moyenne des salariés)
 - Instauration d'un « say on pay » composé de deux volets :
 - vote contraignant de l'assemblée générale tous les trois ans sur la politique de rémunération des administrateurs
 - vote consultatif annuel sur le rapport retraçant les rémunérations attribuées aux dirigeants au cours de l'exercice.
- **Renforcement du contrôle des actionnaires sur les conventions réglementées :**
 - Publication des conventions représentant plus de 1% des actifs de la société
 - Approbation préalable par l'AG des conventions représentant plus de 5% des actifs de la société

3. Principales mesures de la directive (3)

- **Amélioration de l'identification des actionnaires :**
 - Obligation pour les intermédiaires de communiquer aux émetteurs sans délai l'identité et les coordonnées des actionnaires
- **Facilitation de l'exercice des droits des actionnaires:**
 - Amélioration de la transmission par les intermédiaires aux actionnaires des informations relatives à l'exercice de leurs droits
 - Facilitation par les intermédiaires de l'exercice par les actionnaires de leurs droits (participation et vote aux AG)
- **Transparence sur les coûts des services fournis par les intermédiaires**

4. Prochaines étapes de la négociation

- Une négociation initiée sous présidence grecque de l'Union Européenne et qui va se poursuivre sous présidence italienne au 2nd semestre 2014
- Aucun calendrier d'adoption du texte à ce stade, en particulier dans le contexte de renouvellement des institutions européennes suite aux élections

Le déploiement de VOTACCESS

Véronique Boizard

Responsable Marketing
Produits et Services
SLIB

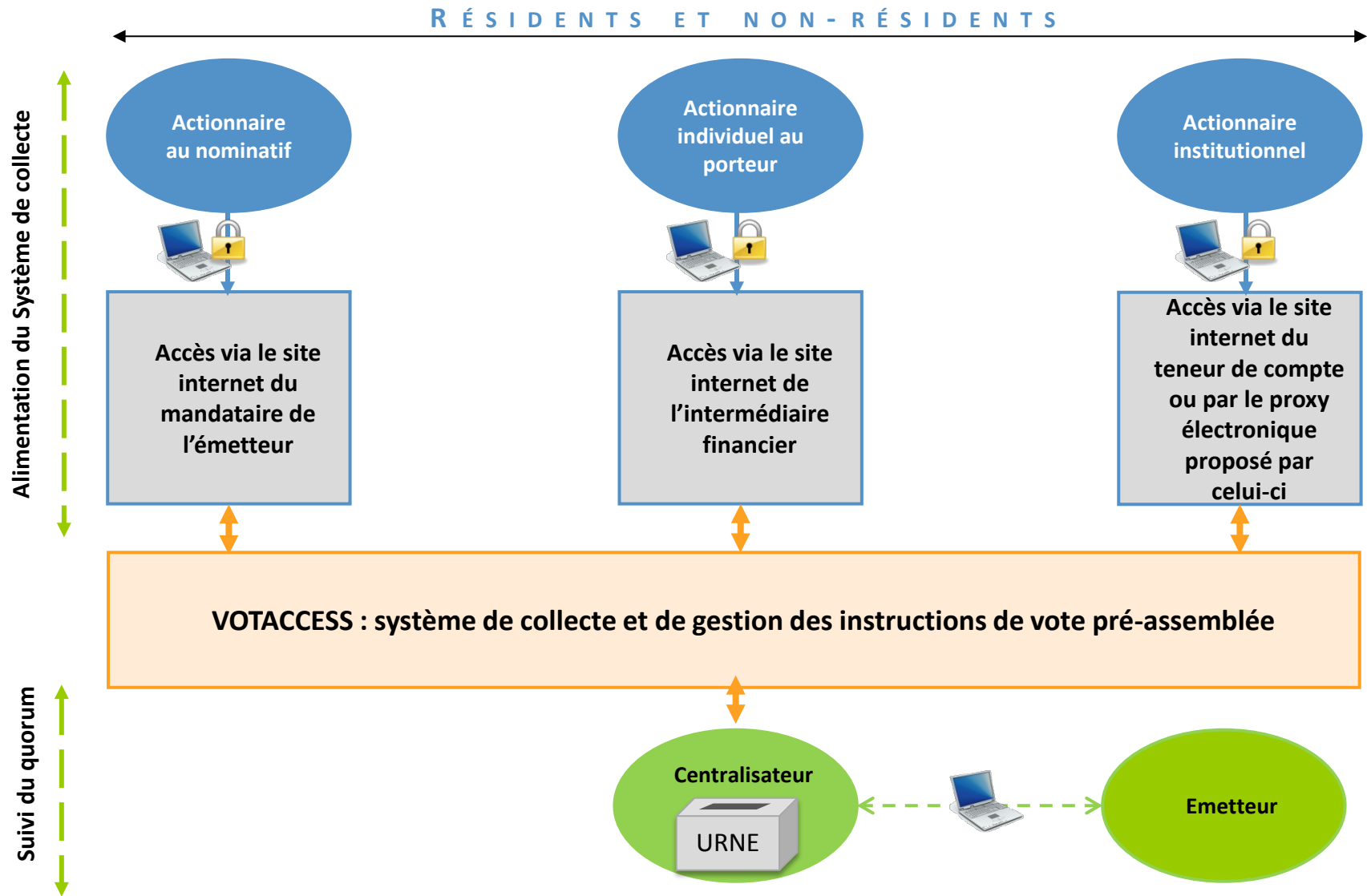
VOTACCESS: Le déploiement

1. Le périmètre de VOTACCESS
2. VOTACCESS: le déploiement, bilan de la saison 2014
3. Les perspectives

Objectifs de VOTACCESS

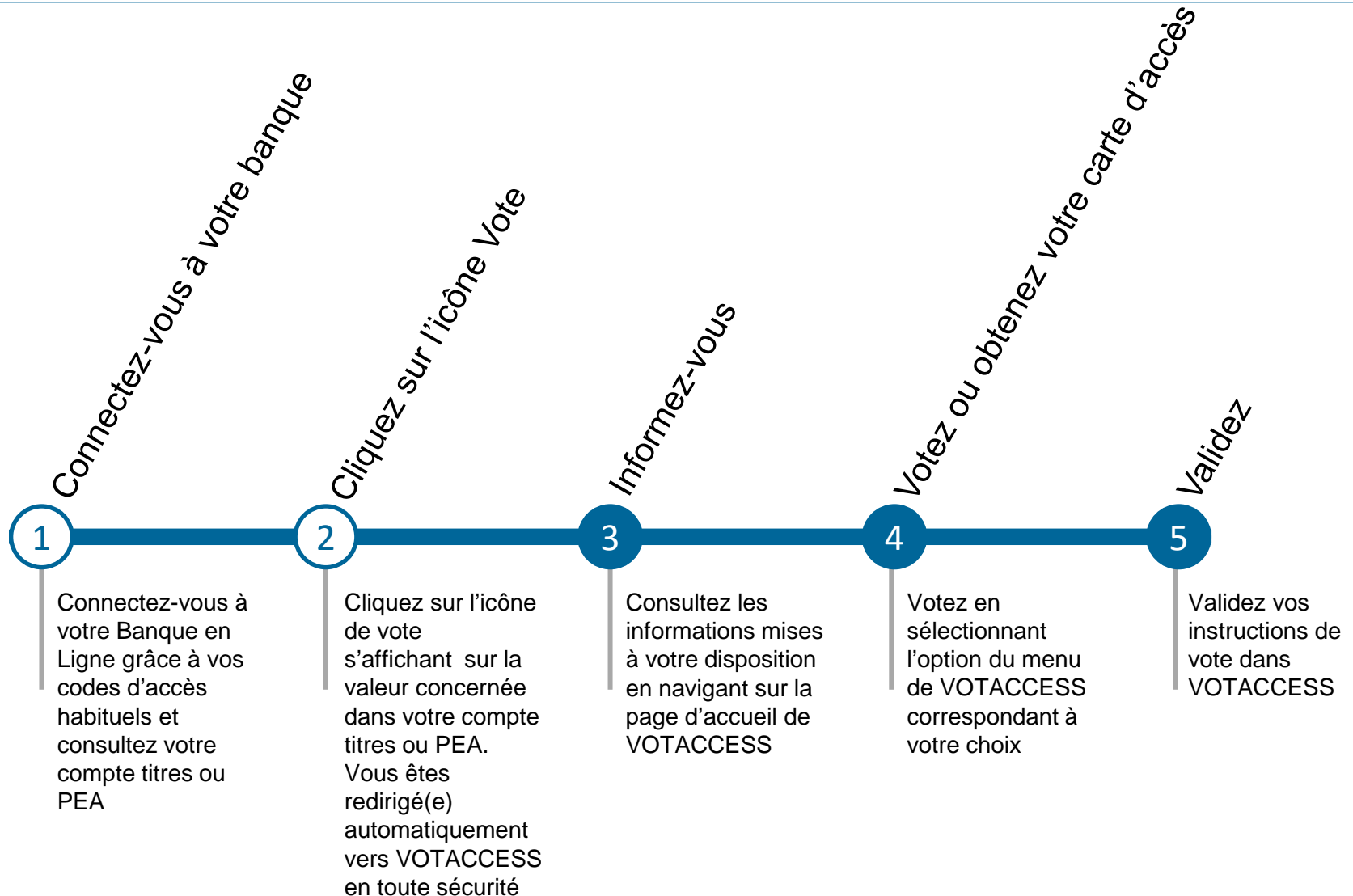
- VOTACCESS: Un outil moderne permettant aux actionnaires d'exercer leur droit de vote **plus aisément** (démocratie actionnariale)
- Pour répondre aux attentes des régulateurs et de tous les acteurs de la chaîne de vote :
 - Emetteurs
 - Centralisateurs de l'Assemblée
 - Intermédiaires financiers pour les titres au porteur
 - Mandataires de l'émetteur pour les titres au nominatif
 - Actionnaires
 1. Maximiser la **sécurité** des opérations et assurer la **fiabilité**, la **confidentialité** et l'**intégrité** des votes
 2. **Optimiser** les échanges dans la chaîne de vote, de manière simple et sécurisée, pour répondre à la mise en œuvre des Standards Européens General Meetings
 3. Mieux **communiquer** vis-à-vis des actionnaires, tout en donnant une image moderne de l'entreprise
 4. **Diminuer** l'empreinte carbone du vote (RSE)
- En résumé : **simplifier, sécuriser et optimiser**

Un système ouvert à tous les types d'actionnaires



VOTACCESS

Le vote en 5 clics pour les actionnaires au porteur



La Place est connectée à VOTACCESS

5 Centralisateurs / Agents d'émetteurs



6 Teneurs de Comptes Conservateurs et 95 Teneurs de Comptes Finaux



BNP PARIBAS



BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES

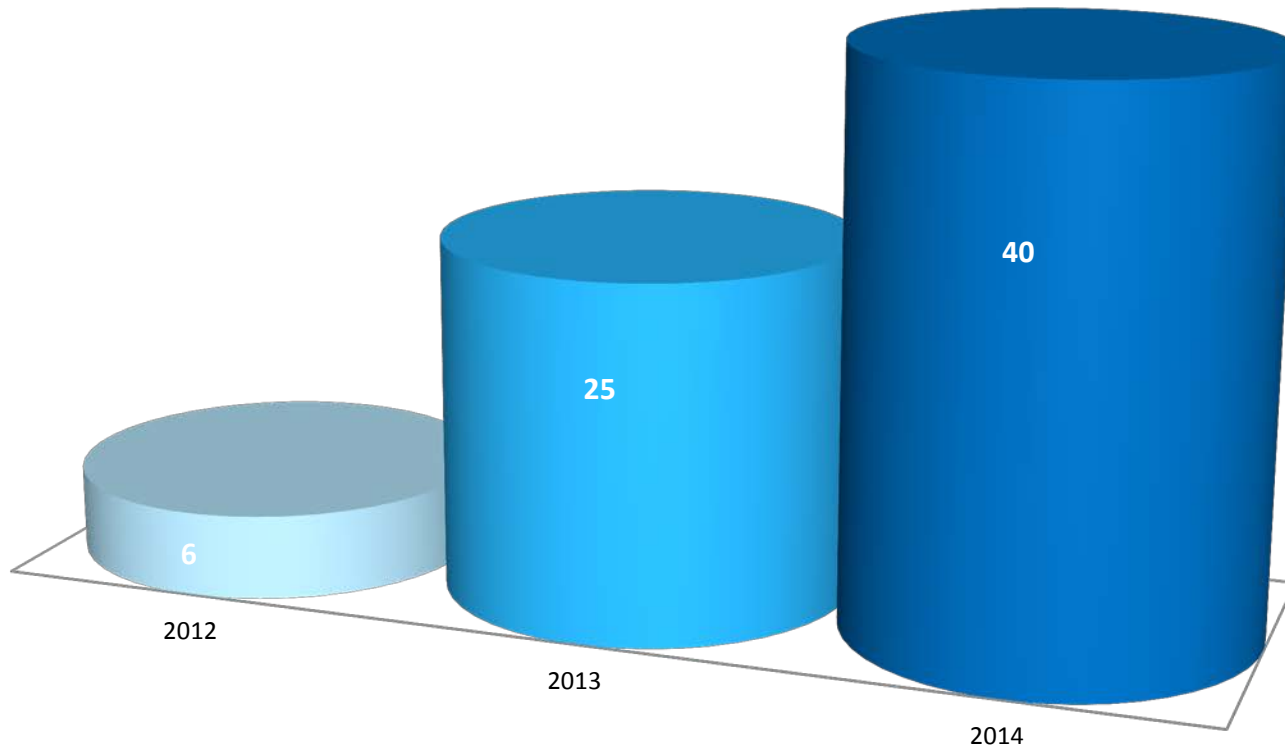
.../...

Les principaux réseaux bancaires sont connectés

Adhésion croissante des émetteurs à VOTACCESS

- Tous les émetteurs présents en 2012 et 2013 étaient de nouveau présents en 2014

Assemblées générales VOTACCESS



Statistiques SLIB au 10/06/2014

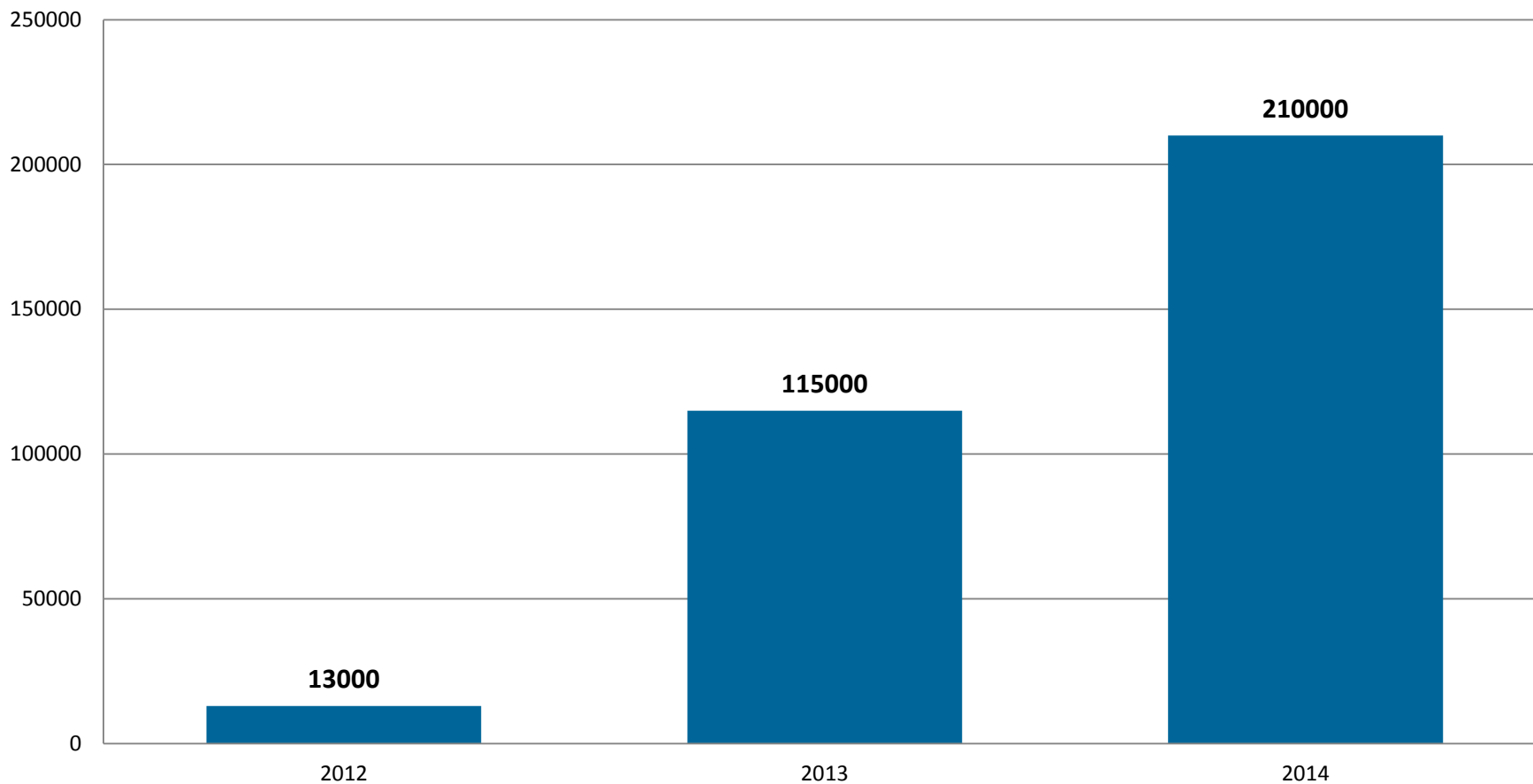
VOTACCESS 2014 : 40 Assemblées Générales

- 2/3 des entreprises du CAC40 choisissent VOTACCESS
- Extrait de la liste des Assemblées Générales 2014:



Votes par Correspondance en forte augmentation

VPC collectés via VOTACCESS



Statistiques SLIB au 10/06/2014

Tendances 2014

Les émetteurs déjà présents en 2013 ont collecté davantage de VPC en 2014

- En moyenne, les émetteurs présents en 2013 ont collecté en 2014 : **56%** de VPC supplémentaires via VOTACCESS

Le Canal Internet est largement plébiscité par les actionnaires en 2014

- **73%** des instructions sont arrivées par Internet, 27% ont été numérisées
- Pour rappel, en 2013, l'Internet (55%) avait pris le pas sur le numérisé (45%)
- La diminution du volume de papiers en circulation au profit d'un circuit dématérialisé se confirme

Statistiques SLIB au 10/06/2014

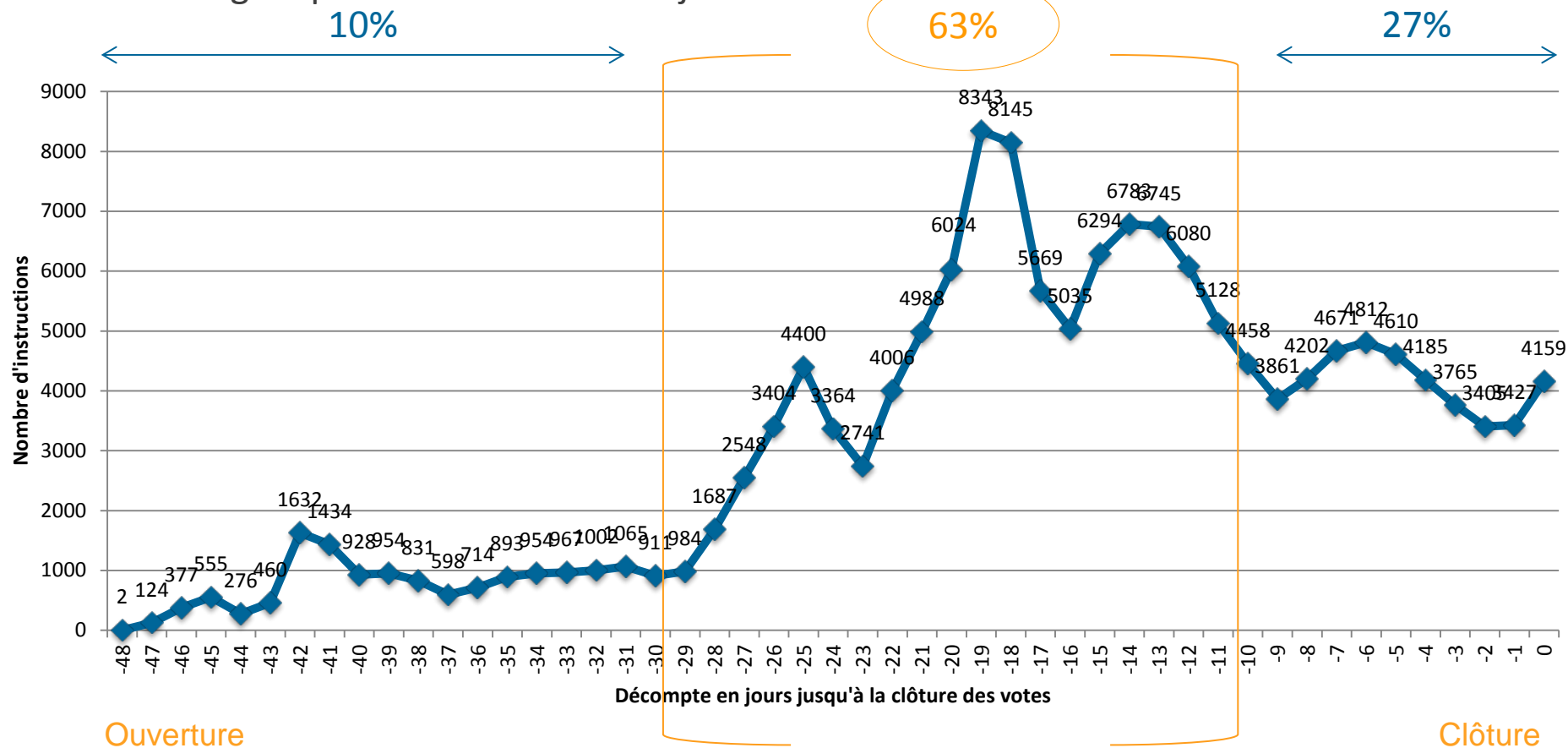
Les actionnaires ont adopté VOTACCESS

- Déjà 210 000 instructions de vote collectées en 2014
- Au total la plate-forme a collecté trois fois plus de VPC via le canal Internet que de VPC numérisés en 2014
- Plus de 20 000 votes électroniques pour un émetteur, et un émetteur qui dépasse les 30 000 votes au total

Statistiques SLIB au 10/06/2014

Distribution des votes Internet jusqu'à la date de clôture des votes

- Les actionnaires votent dès l'ouverture, et continuent à s'exprimer pendant toute la période d'ouverture du vote, en moyenne **73%** des votes sont collectés 10 jours avant la clôture des votes
- Pas de gros pic sur les 10 derniers jours



Statistiques SLIB au 10/06/2014

Le déploiement de VOTACCESS

- La Place est connectée
- VOTACCESS remporte l'adhésion des émetteurs
 - Diminution, voire disparition du seuil de convocation électronique et fixation d'un seuil de convocation papier très élevé, orienté actionnaires institutionnels, voire pas de convocation papier
- Le plébiscite des actionnaires
 - Individuels au porteur, au nominatif (pur et administré) et montée en charge de l'actionnariat salarié (FCPE)
 - Les premiers institutionnels sont connectés
 - Retours positifs: un système simple, pratique et clair pour voter en quelques clics
- Une plate-forme technique sécurisée, fiable et performante

Les points forts de VOTACCESS

○ Facilité

- Pour l'actionnaire : un accès simple à partir de son portefeuille titres sur Internet
- Souplesse de paramétrage pour personnaliser chaque AG en fonction de l'identité et des choix de l'émetteur
- Flux entièrement numérisés

○ Ouverture

- Facilitation du vote pour les actionnaires au porteur
- Possibilité réelle de voter pour les actionnaires non résidents
- Service accessible à tous les centralisateurs

○ Sécurité

- Accès sécurisé pour l'actionnaire suivant des procédures éprouvées
- Confidentialité assurée par cryptage des données
- Acquiescement de la prise en compte des votes

○ Conformité

- Au cadre juridique du « Vote électronique »
- Aux recommandations de l'AMF
- Aux règles édictées par les sociétés émettrices via l'ANSA et l'AFEP
- Aux recommandations de l'AFG
- Aux standards européens « General Meetings »

○ Coûts maîtrisés

- Pas de coût pour l'actionnaire
- Réduction des coûts globaux par vote reçu pour la société émettrice

○ Développement durable

- Suppression d'une grande quantité de documents papiers
- Dématérialisation des échanges



VOTACCESS : les perspectives

- Tous les ans, une augmentation du nombre des AG proposées
- Un budget annuel dévolu à des enrichissements fonctionnels, ergonomiques et techniques de la plate-forme
- Nouveautés déjà déployées dans la version III pour la campagne 2014 :
 - Intégration du vote des porteurs de parts de Fonds Communs de Placement d'Entreprise (FCPE)
 - Les écrans du frontal mis à la disposition de l'actionnaire sont disponibles en 6 langues: Français, Anglais, Allemand, Néerlandais, Espagnol et Italien.
- Les établissements connectés et SLIB travaillent sur les perspectives 2015 et au-delà :
 - Mise en œuvre par les établissements TCC d'une réduction des envois de convocation papier aux clients de leurs réseaux au profit d'une diffusion électronique
 - Conformité avec les standards européens « General Meetings » : utilisation de SWIFT 20022 par VOTACCESS pour recevoir et diffuser les meeting notices des AG européennes



Y a-t-il des questions ?

Emetteurs, investisseurs et intermédiaires VOTACCESS : quels enjeux, quelles perspectives ?

Animateur : **Christian Schricke**, Secrétaire Général, **ANSA**

Participants :

Aldo Sicurani,	Délégué Général, Fédération des Investisseurs Individuels et des Clubs d'investissement - F2iC
Jean-Marie Rossini,	Responsable de la relation avec les actionnaires, Direction Financière Total
Romain Boizette,	Responsable Projets Corporate Service actionnaires Air Liquide
Sandra Buthod Garçon,	Responsable Ventes et Relations Clientèle Corporate BNP PARIBAS Securities Services
Corinne Brand,	Responsable Marketing et Produits CACEIS Corporate Trust
Richard Roger,	Directeur du Segment Corporates Société Générale Securities Services



Y a-t-il des questions ?

Le vote pré-assemblée générale en Europe

Emmanuel de Coursay

Président
Coursay Consulting

Sommaire

- **Rappel des éléments clés du vote en pré-AG**
 - Les types de détention et les catégories d'actionnaires
 - Les modalités d'exercice des droits de vote
 - Les conséquences potentielles de ces modalités de vote
 - Les différentes étapes possibles dans le processus de vote en pré-AG
- **L'existant des principaux pays européens**

Les types de détention et les catégories d'actionnaires ont une influence sur les modalités de vote en pré-AG

- Type « Porteur »
- Type « Nominatif » : le registre est tenu par l'émetteur ou son mandataire
 - En général l'équivalent du nominatif pur
 - Le cas particulier du nominatif administré
- Type « Direct holding » : le dépositaire central est teneur de compte de tous les actionnaires (des banquiers conservateurs peuvent être « opérateurs » des comptes)
- Particuliers / Institutionnels (en cours)
- Résidents / Non résidents (en cours)

Légende :

En violet: fonctions existantes dans VOTACCESS

En bleu : en cours de mise en place ou envisageable

Les modalités d'exercice des droits de vote sont très variées

- L'actionnaire exerce directement son droit de vote
- Il le confie à un « proxy » avec ou sans consignes
- C'est le « nominee » qui exerce le droit de vote sans nécessairement rendre compte à l'actionnaire
- La présence ou la représentation est obligatoire en AG
- Des POA sont parfois exigés et parfois très lourds
- Le vote par correspondance papier est autorisé
- Le vote numérique est autorisé en pré-AG
- Des record dates parfois très en amont des AG

Les modalités d'exercice des droits de vote - Les conséquences potentielles

- La blocage des titres peut être encore exigée
- Un risque d'overvoting dans certains pays
- Une information personnalisée limitée à certains actionnaires
- La limitation de l'exercice du droit de vote (au sens français) pour des actionnaires avec par exemple :
 - Procédures lourdes pour des non-résidents
 - Pratique anglaise du vote par le « nominee »
- La possibilité ou non de voter en pré-AG sous forme papier ou numérique – Ouvert à tout ou partie des actionnaires

Les différentes étapes possibles dans le processus de vote en pré-AG

- Information de la tenue d'une AG
- Mise à disposition de la documentation
- Contrôle des positions
- Délivrance de cartes d'admission
- Désignation d'un mandataire
- Instructions de vote en pré-AG
- Acquittement des instructions de vote
- Information sur les résultats des votes

L'existant des principaux pays européens - 1/2

Pays	Particularités	Outil de vote de place
France	Système VOTACCESS mis en service en 2012 (de l'annonce des AG à l'acquittement des instructions de vote)	Plus 40 AG de sociétés traitées en 2014
Allemagne	Titres porteurs ou nominatifs	Pas d'outil de place
Pays-Bas	Marché particulier du fait des sociétés de droit néerlandais dont le marché est en France	Pas d'outil de place
Belgique	Titres porteurs et nominatifs Représentation obligatoire en AG	Pas d'outil de place
Suisse	Initiative Minder pour développer le vote électronique	Plusieurs offres concurrentes

L'existant des principaux pays européens 2/2

Pays	Particularités	Outil de vote de place
Italie	Vote pré-AG pas généralisé	Pas d'outil de place
Autriche	Vote pré-AG pas généralisé	Pas d'outil de place
Espagne	Vote pré-AG pas généralisé	Pas d'outil de place
Royaume Uni	Le vote est exercé par les nominees	
Luxembourg	Petit marché	Pas d'outil de place mais un système d'un centralisateur existe (type nominatif)
Nordics (Norvège, Suède, Danemark, Finlande)	Titres détenus en Direct Holding	Outils du CSD dans certains pays
Turquie	Titres détenus en Direct Holding	Outil développé par MKK



Y a-t-il des questions ?



Présentation disponible sur le site www.afti.asso.fr

Rubrique : Evènements / Amphi